



Macron et Bayrou tentent d'imposer un budget austéritaire de 44 milliards de coupes dans les dépenses publiques et de remettre en cause les droits de toutes et tous les salarié·e·s

Tout·e·s en grève à partir du 10 septembre !

L'année scolaire 2025-2026 débute dans un contexte d'instabilité politique élevé et un mécontentement populaire inédit et renforcé pendant l'été. Le gouvernement illégitime de Bayrou persiste à vouloir imposer un plan budgétaire d'austérité en s'attaquant aux conquies sociaux pour leur économie « de guerre » avec l'alibi d'une dette colossale dont ils portent l'entière responsabilité depuis 2017. Nous constatons ainsi, que, s'agissant des dépenses militaires, le président Macron a annoncé consacrer 5% du PIB au budget de l'armée suite à une réunion de l'OTAN, soit 150 milliards d'euros !

Alors que 211 milliards d'euros sont offerts chaque année au patronat et que les dividendes des entreprises atteignent des sommets stratosphériques, 100 milliards en 2024, ce serait aux salariés et assurés sociaux de combler un déficit créer de toute pièce ? Le budget Macron-Bayrou c'est l'abondance pour l'armée et les actionnaires et l'austérité pour les salariés et les retraités ! Suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des non-titulaires, la désindexation des pensions de retraites, multiples attaques contre la Sécurité Sociale...

Le Premier ministre a annoncé un vote de confiance le 8 septembre à l'Assemblée nationale. Quelle que soit l'issue de cette manœuvre, nos organisations syndicales appellent à poursuivre la lutte pour que toutes nos revendications soient satisfaites. Seule une mobilisation d'ampleur peut imposer le retrait du projet de budget Bayrou et contraindre à mettre en place une politique en faveur des services publics et de la justice sociale. C'est le choix politique d'un budget fondé sur la réduction des dépenses sociales qu'il faut combattre, pour imposer un budget de justice fiscale et sociale.

L'état du service public d'Éducation Nationale est déjà alarmant. L'année « blanche » annoncée impacterait de plein fouet l'École Publique et ses personnels devant déjà faire face à la suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), à l'indemnisation à 90% des arrêts maladie, au gel de la valeur du point d'indice depuis trois ans avec notamment comme conséquences un manque de moyens humains (1800 postes d'enseignant.e.s non pourvus aux concours des premiers et seconds degrés cette année). Les mesures de casse sociale toucheraient en particulier les plus précaires, les actives et actifs, et les retraité·e·s et les malades avec comme exemple parmi d'autres le non renouvellement de près de 500 enseignant.e.s contractuel.les dans l'académie de Créteil en juin dernier malgré les manques criants sur le terrain.

Dans le 77, les personnels de l'Éducation Nationale dénoncent depuis des années des problèmes structurels (notre département connaissant par exemple un taux d'encadrement dans le premier degré parmi les plus faibles de France.) qui brisent les droits des personnels, leurs conditions d'exercice, et la scolarisation de toutes et tous les élèves dans des conditions leur garantissant apprentissages et émancipation.

Nos organisations syndicales refusent que l'École Publique et ses personnels soient sacrifiés sur l'autel des 44 milliards de coupes budgétaires prévues dans le budget d'austérité sans précédent du gouvernement Bayrou, elles exigent :

- Le retrait de l'ensemble du projet de budget d'austérité de 44 milliards.
- L'annulation des fermetures de classes actées dans le département pour la rentrée 2025 et l'ouverture de toutes les classes et postes nécessaires demandés par les écoles.
- L'ouverture de divisions dans les établissements du second degré à hauteur des besoins définis par les collègues
 - Le réemploi des 500 collègues enseignant.e.s contractuel.les du second degré non renouvelé.e-s dans notre académie et la titularisation de toutes et tous.
 - Le recrutement en masse d'enseignant.e-s avec comme corolaire la revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur des pertes subies face à l'inflation depuis plus de 20 ans
 - Le recrutement d'AED à hauteur des besoins et d'AESH pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH77 soient respectées ainsi que la création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour ces personnels.
 - La création massive de postes d'enseignant.e-s spécialisé.e-s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME... de psychologues scolaires, d'infirmier.e-s, de médecins, d'assistantes sociales.
 - Le respect des orientations dans les dispositifs ULIS (TSA, TFC, ...), UEEA, UEMA et l'augmentation du nombre de personnels titulaires à hauteur des besoins notifiés par la CDAPH.
 - L'abrogation de la réforme des retraites et le maintien d'un système de protection sociale par répartition et du Code des pensions civiles et militaires.
 - La fin de l'austérité et un budget à la hauteur des besoins de nos services publics.

Les organisations syndicales CGT Educ'action 77, SNFOLC 77, SNUDI-FO 77, SNES-FSU 77, FSU-SNUipp77, SUD éducation 77, SE-Unsa 77 appellent l'ensemble des collègues à se réunir dès à présent dans leurs écoles et établissements pour discuter de la situation, lister leurs revendications, à se mobiliser et à discuter de la grève à partir du le 10 septembre.

Nous invitons nos collègues à mandater, là où c'est possible, des délégués d'établissements pour participer aux Assemblées Générales intersyndicales et interprofessionnelles et les invitons à participer aux rassemblements intersyndicaux et interprofessionnels dans le département.

(Infos AG et rassemblements sur nos sites respectifs)